



« Quand l'herbe est sèche, la moindre étincelle peut mettre le feu »

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Près d'un an après la présidentielle, le climat est en train de changer. Qu'il s'agisse des conflits en cours, des annonces à venir (CAP 2022 - Hôpital, etc.), le gouvernement tend à faire la sourde oreille, traîne à répondre ou ne veut pas répondre aux attentes.

Si la croissance économique est repartie légèrement à la hausse, on n'en mesure guère les effets en termes de réduction des inégalités. Tout cela conduit à une montée des insatisfactions. J'ai utilisé une image : l'herbe est en train de sécher et quand elle est sèche la moindre étincelle peut mettre le feu.

L'une des questions qu'il faut se poser est la suivante : en ne répondant pas aux attentes, les pouvoirs publics sont-ils en train, délibérément, d'entamer un bras de fer avec les syndicats ? On se souvient notamment des déclarations du candidat Macron quand il disait que la place des syndicats c'était l'entreprise et la branche, et non l'interprofessionnel national relevant, selon lui, de l'intérêt général et de l'État. C'est-à-dire

une remise en cause du rôle des confédérations (y compris dans le paritarisme), à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays.

En France, et cela est dû à notre conception de la République, tous les niveaux de négociation et de concertation sont indispensables. C'est ce qui assure notamment un minimum d'égalité de droit, de respect de la devise : « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Par exemple, aucun droit individuel n'existe réellement s'il n'est pas garanti collectivement.

Et nous ne sommes pas des étatistes qui attendent tout de l'État, quel qu'il soit. Dénigrer ou remettre en cause le niveau interprofessionnel percuterait frontalement ce que d'aucuns appellent « le modèle social français ». Cela risquerait de conduire à l'émiettement social et/ou à la politisation accentuée du syndicalisme. Ce que nous n'accepterons jamais. ▀

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRETAIRE GENERAL
@jcmailly sur Twitter